

Cote du document: EB 2017/LOT/G.19
Date: 27 novembre 2017
Distribution: Publique
Original: Anglais

F



Investir dans les populations rurales

Rapport du Président concernant une proposition de don au titre du guichet mondial/régional au Réseau international sur le bambou et le rotin (INBAR) (institution non membre du CGIAR) pour le Programme intra-africain de développement des moyens d'existence des petits producteurs de bambou

Note pour les représentants au Conseil d'administration

Responsables:

Questions techniques:

Malu Ndavi
Spécialiste technique principal
Département gestion des programmes
téléphone: +39 06 5459 2766
courriel: m.ndavi@ifad.org

Transmission des documents:

William Skinner
Chef de l'Unité
des organes directeurs
téléphone: +39 06 5459 2974
courriel: gb@ifad.org

Pour: Approbation

Recommandation pour approbation

Le Conseil d'administration est invité à approuver la recommandation relative à la proposition de don au titre du guichet mondial/régional, telle qu'elle figure au paragraphe 10.

Rapport du Président concernant une proposition de don au titre du guichet mondial/régional au Réseau international sur le bambou et le rotin (INBAR) (institution non membre du CGIAR) pour le Programme intra-africain de développement des moyens d'existence des petits producteurs de bambou

I. Généralités et conformité avec la Politique du FIDA en matière de dons

1. Le don, s'inscrivant dans le cadre de la coopération Sud-Sud entre la Chine et l'Afrique et intra-africaine, a pour but de reproduire à plus grande échelle les chaînes de valeur du bambou climatiquement rationnelles et axées sur les petits producteurs. Cette approche s'appuie sur 20 années d'investissements au cours desquelles le FIDA et INBAR ont testé et validé des modèles et techniques de chaînes de valeur de petite production de bambou et ont créé 250 000 nouveaux emplois ruraux, principalement au profit des femmes et des jeunes. L'approche tient également compte de la croissance considérable du secteur du bambou en Chine depuis les années 1980: le secteur emploie maintenant huit millions de personnes et a renforcé les capacités d'adaptation aux changements climatiques de millions de petits exploitants agricoles. Les investissements du FIDA, combinés à l'expérience chinoise, montrent clairement que le bambou est une ressource naturelle stratégique pour la réduction de la pauvreté, l'emploi des jeunes et des femmes et la protection de l'environnement, conformément aux objectifs de développement durable (ODD) des Nations Unies. Le don vise à consolider l'apprentissage ainsi que les plateformes mises en place en Éthiopie et à Madagascar lors de collaborations et de partenariats antérieurs avec des projets de prêt du FIDA, ainsi qu'à soutenir la coopération Sud-Sud intra-africaine par le partage d'apprentissages et d'expériences. En outre, le programme tirera parti de liens avec l'expertise chinoise dans le secteur du bambou, par l'intermédiaire du siège d'INBAR à Beijing.
2. Le programme proposé est conforme au but et aux objectifs de la Politique du FIDA en matière de dons¹ (2015). Le don permettra de: promouvoir des approches et des techniques novatrices au profit des pauvres pour le système de culture du bambou et susceptibles d'être reproduites à plus grande échelle pour en accroître l'impact; renforcer les capacités institutionnelles et politiques – pour la gestion durable des ressources en bambou et le développement de la chaîne de valeur en faveur des pauvres – des principaux ministères d'exécution nationaux, des agences de recherche et des parties prenantes de la société civile et du secteur privé locaux; renforcer le plaidoyer et la participation à l'élaboration des politiques, pour créer un cadre propice au développement du secteur du bambou; de générer et partager des savoirs pour parvenir à un impact en matière de développement sur les systèmes de culture du bambou, la résilience aux changements climatiques, et

¹ EB 2015/114/R.2/Rev.1.

le développement de la chaîne de valeur et du marché au profit des pauvres. Au niveau institutionnel, le don contribuera directement aux trois objectifs stratégiques (OS) du FIDA: accroître les capacités de production des populations rurales pauvres (OS1) et les avantages qu'elles retirent de la participation au marché (OS2), et renforcer la durabilité environnementale et la résilience aux changements climatiques de leurs activités économiques (OS3). Pour atteindre cet objectif, on suscitera des changements en vue de réaliser chacun des trois principaux résultats institutionnels escomptés du FIDA: mettre en place des cadres stratégiques et réglementaires aux niveaux national et international; augmenter les niveaux d'investissement dans les zones rurales (en créant des liens solides avec les principaux ministères d'exécution nationaux); améliorer, au niveau des pays, les capacités d'élaboration, d'exécution et d'évaluation de politiques et de programmes pour les zones rurales.

II. Le programme proposé

3. Le but d'ensemble est d'améliorer les revenus, les moyens d'existence et les capacités d'adaptation aux changements climatiques des communautés susceptibles de produire et de commercialiser du bambou et des produits en bambou. Les objectifs sont de:
 - i) reproduire à plus grande échelle et diversifier les chaînes de valeur du bambou existant dans les pays cibles et promouvoir l'industrialisation;
 - ii) régénérer les zones dégradées;
 - iii) intégrer le bambou dans les plans de développement des pays, en particulier concernant les changements climatiques;
 - iv) renforcer la coopération Sud-Sud sur le continent africain, et entre l'Afrique et la Chine.
4. Le groupe cible comprend 30 000 petits agriculteurs (dont 15 000 femmes et 3 000 jeunes), qui auront accès à de nouvelles possibilités d'emploi ou de création d'entreprise. Les bénéficiaires indirects sont les 150 000 personnes faisant partie de ménages ruraux pauvres, parmi lesquelles figurent des bénéficiaires directs du don.
5. Le programme sera exécuté sur une période de trois ans et comprendra les composantes suivantes:

Composante 1: réduire la pauvreté et accroître l'emploi par le biais d'une intégration accrue des petits producteurs de bambou aux marchés structurés, en tant que parties aux chaînes de valeur du secteur privé. L'accent sera mis sur:

 - i) la reproduction à plus grande échelle de systèmes et de techniques de production du bambou qui existent déjà et ont été testés avec succès sur des sites locaux de recherche-action pour des produits au stade de maturité, comme les meubles, le charbon de bambou et la gazéification de la biomasse de bambou en Éthiopie et à Madagascar; ii) le jumelage de sites entre l'Éthiopie et le Ghana et entre Madagascar et le Cameroun pour accroître l'adoption des techniques. Les activités clés sont les suivantes:
 - i) évaluation des ressources forestières et agricoles;
 - ii) intégration au marché des petits producteurs de bambou et des jeunes;
 - iii) développement participatif d'un système d'agroforesterie du bambou;
 - iv) recherche dans le domaine du développement de systèmes sylvo-pastoraux incluant le bambou.

Composante 2: réduire la dégradation des terres, avec la régénération de 10 000 hectares de terres dégradées. Un appui sera apporté à la mise en place et la reproduction à plus grande échelle des systèmes de culture du bambou dans les

écosystèmes dégradés et fragiles sur le plan écologique. La composante mettra l'accent sur le renforcement et la diversification des moyens d'existence des petits exploitants ruraux pauvres dans les zones de transition forêt/savane et les systèmes riverains (au Ghana) et dans quatre régions choisies par le gouvernement (au Cameroun). Les activités clés sont les suivantes:

- i) assistance technique par la recherche des espèces de bambou adaptées aux différents sites, en vue de leur régénération;
- ii) renforcement des capacités des systèmes nationaux de fourniture de matériel végétal et de la gestion locale des ressources en bambou;
- iii) estimation chiffrée des services écosystémiques du bambou dans la régénération.

Composante 3: intégrer le bambou dans les ODD, les politiques et les programmes pertinents de développement au niveau national. Cette composante veillera à ce que le bambou soit intégré aux plans de développement à long terme des quatre pays bénéficiaires. Les activités clés sont les suivantes:

- i) intégration des politiques/programmes relatifs au bambou;
- ii) coordination entre les ministères et les multiples parties prenantes.

Composante 4: renforcer la coopération Sud-Sud intra-africaine et sino-africaine. Pour lier les activités des trois composantes citées précédemment et favoriser l'apprentissage mutuel et les échanges dans les régions d'un même pays, entre les pays bénéficiaires et en provenance de la Chine, cette composante constituera le principal instrument du don pour la création de produits du savoir comme biens publics mondiaux et leur diffusion aux parties prenantes. Les activités clés sont les suivantes:

- i) établissement et coordination de communautés de pratiques;
- ii) voyages d'étude et stages de formation Sud-Sud.

III. Résultats escomptés

- 6. On attend de ce programme les résultats suivants:
 - i) réduction de la pauvreté et amélioration de la sécurité de l'emploi et de la sécurité énergétique de 30 000 petits exploitants (dont 18 000 femmes et jeunes);
 - ii) réduction mesurable de la dégradation des terres, avec la régénération de 10 000 hectares de terres dégradées;
 - iii) intégration croissante du bambou dans les plans nationaux des quatre pays cibles dans les domaines de la pauvreté, de l'emploi, des bioénergies, des changements climatiques et de la planification de la régénération, ainsi que dans les programmes appuyés par des donateurs internationaux;
 - iv) augmentation mesurable des échanges, du commerce et des investissements intra-africains et sino-africains dans le secteur du bambou.

IV. Modalités d'exécution

- 7. Le bénéficiaire du don est le Réseau INBAR, qui rendra compte au FIDA des questions tant techniques que fiduciaires et dirigera l'exécution d'ensemble du programme. L'exécution sera conduite en collaboration avec des partenaires locaux dans chacun des quatre pays bénéficiaires, qui sont tous des États membres du Réseau INBAR. Des modalités d'exécution sont en place avec les partenaires locaux dans chaque pays, ainsi qu'avec les partenaires d'exécution chinois au niveau Sud-Sud:

- i) Ghana: partenaires publics, entités du secteur privé comme Kwamoka Farms & Processing Limited et Bamboo Bikes Bright-Generation Community Foundation Ghana, et l'ONG Agence néerlandaise de développement international (SNV);
 - ii) Cameroun: partenaires publics et l'ONG Forêts et développement rural;
 - iii) Éthiopie: partenaires publics, un projet de prêt du FIDA (Projet communautaire de gestion intégrée des ressources naturelles), et les entités du secteur privé Adal Industrial Plc et Amhara Pulp and Paper Factory;
 - iv) Madagascar: deux projets de prêt du FIDA (Programme de soutien aux pôles de microentreprises rurales et aux économies régionales et Programme de formation professionnelle et d'amélioration de la productivité agricole), et des ONG comme le Centre indien pour le bambou: ressources et technologies;
 - v) Chine: partenaires publics, organismes de normalisation et centres de recherche.
8. Les procédures relatives à l'information financière et à l'audit sont conformes aux procédures standard.

V. Coût et financement indicatifs du programme

9. Le coût total du programme pour les trois années est estimé à 5,3 millions d'USD, comprenant la proposition de don du FIDA de 2,5 millions d'USD, qui aura pour complément un cofinancement d'environ 2,8 millions d'USD. Les tableaux 1 et 2 présentent la ventilation des coûts prévus, par composante et par catégorie de dépenses.

Tableau 1
Coût par composante et par source de financement
(en milliers d'USD)

<i>Composante</i>	<i>FIDA</i>	<i>Cofinancement</i>	<i>Total</i>
1. Réduire la pauvreté et accroître l'emploi	1 262	1 455	2 717
2. Réduire la dégradation des terres	535	624	1 159
3. Intégrer le bambou dans les ODD, les politiques et les programmes pertinents de développement au niveau national	239	287	526
4. Renforcer la coopération Sud-Sud intra-africaine et sino-africaine	464	431	895
Total	2 500	2 797	5 297

Tableau 2
Coût par catégorie de dépenses et par source de financement
(en milliers d'USD)

<i>Catégorie de dépenses</i>	<i>FIDA</i>	<i>Cofinancement</i>	<i>Total</i>
1. Salaires et indemnités	655	309	964
2. Équipement et matériel	270	819	1 089
3. Dépenses de fonctionnement	57	86	143
4. Biens, services et intrants	223	370	593
5. Frais de voyage et indemnités	204	240	444
6. Services de consultants	65	75	140
7. Formation	715	787	1 502
8. Ateliers	126	111	237
9. Frais généraux	185	-	185
Total	2 500	2 797	5 297

VI. Recommandation

10. Je recommande que le Conseil d'administration approuve la proposition de don en adoptant la résolution suivante:

DÉCIDE: que le Fonds, dans le but de financer en partie le Programme intra-africain de développement des moyens d'existence des petits producteurs de bambou, accordera un don d'un montant de deux millions cinq cent mille dollars des États-Unis (2 500 000 USD) au Réseau INBAR pour une durée de trois ans. Ce don sera régi par des modalités et conditions conformes en substance à celles indiquées au Conseil d'administration dans le présent rapport.

Le Président
Gilbert F. Houngbo

Results-based Logical Framework

	Objectives-hierarchy	Objectively verifiable indicators	Means of verification	Assumptions
Goal	Enhance incomes, livelihoods and climate change adaptive capacities of African smallholder farmers, women and youth	<ul style="list-style-type: none"> 30,000 people have improved livelihoods and increased incomes of up by 25% 	National Government Statistics; UN SDG and Rio Convention Country Reporting Data	
Objectives	<ol style="list-style-type: none"> Upscale and diversify existing target country bamboo value chains and promote industrialisation Facilitate restoration of degraded areas Integrate bamboo into country development plans Enhance intra-Africa and Sino-Africa South-South Cooperation 	<ul style="list-style-type: none"> 4 national bamboo development programmes/policies referenced and linked to programmes for climate change, energy and sustainable land management At least US\$5 million Chinese investment in African bamboo sector development; bamboo trade increases by 10% 	<ul style="list-style-type: none"> Surveys; modelling and cost-benefit analysis Remote Sensing and participatory stewardship ICT; verification field visits Cooperation agreements; UN COMTRADE database 	<ul style="list-style-type: none"> Market demand for bamboo products remains strong; pricing remains competitive Extreme climatic events, such as fire Changes in government do not affect development priorities; Chinese and African economies continue to grow
Outcomes /Outputs	<ol style="list-style-type: none"> Reduced poverty and increased employment and energy security for smallholder farmers, women and youth Degraded land restored Bamboo mainstreamed into national UN SDG-related policies and development programmes Increased intra-Africa and Sino-Africa bamboo sector exchange, trade and investment 	<ul style="list-style-type: none"> 12,000 smallholders, 15,000 women 3,000 youth participate and benefit from bamboo 4 national agencies deliver more effective and equitable bamboo planting material 4 national bamboo policies/programme decision-makers are partaking in co-design and generation of grant knowledge products Policymakers, researchers, civil society and private sector stakeholders from Africa and China are collaborating through communities of practice 	<ul style="list-style-type: none"> Participatory stewards ICT data; CPTC business records; surveys and verification visits Government agency records; Published policies/programmes and evaluation reports Published voluntary guideline standards; journal publications 	<ul style="list-style-type: none"> Development projects and private companies willing to invest in bamboo/cooperate with the grant Smallholder farmers have secure land tenure or user rights to bamboo resources